

DÉLIBÉRATION 2022 28 –

Journée de solidarité

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2022

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément à l'article L. 621-11 du code général de la fonction publique, une journée de solidarité est instituée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Elle prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée pour les agents (fonctionnaires et agents contractuels).

Cette journée de solidarité est incluse dans la durée légale annuelle de temps de travail, qui est de 1607 heures pour un agent à temps complet.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est calculée proportionnellement à leurs obligations hebdomadaires de service.

La journée de solidarité peut être accomplie selon la (ou les) modalités suivantes :

- le travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1er mai ;
et/ou
- le travail d'un jour de RTT tel que prévu par les règles en vigueur ;
et/ou
- tout autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

Dans la fonction publique territoriale, cette journée est fixée par délibération, après avis du comité technique.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

DÉLIBÉRATION 2022 28 –

Journée de solidarité

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2022

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L621-11 à L621-12 ;

Vu la délibération 2021 26 du 13 décembre 2021 relative à la modification des modalités d'exercice du temps de travail ;

Vu la saisine du comité technique placé auprès du CIG de la petite couronne ;

Considérant que dans la fonction publique territoriale, cette journée est fixée par délibération ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE d'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant (*au choix*) :

- Le travail d'un jour férié précédemment chômé, autre que le 1er mai, et/ou
- Le travail d'un jour de réduction du temps de travail tel que prévu par les règles en vigueur et/ou
- Tout autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

Article 2 : DIT que pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est calculée proportionnellement à leurs obligations hebdomadaires de service.

Article 3 : DIT que sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité technique compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année.

Le Président,



Sylvain Raifaud